



JEAN-LOUIS WERTZ

Pierre OZER

Département des sciences et gestion de l'environnement - université de Liège

■ Opinion | Changement climatique

Vague de froid s la conférence de

► A notre niveau citoyen, comment participer à cette conférence sur le changement climatique ?

► En arrêtant de consommer "low-cost". En investissant dans des biens durables, des choses qui ont du sens et des producteurs de valeurs.

Rappel. En 2010, il est possible de diminuer, de différer ou d'éviter de nombreux effets négatifs du changement climatique grâce aux mesures d'atténuation, à savoir la mise en œuvre de politiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les efforts et les investissements qui seront réalisés dans les vingt prochaines années auront une incidence notable sur la possibilité de stabiliser les concentrations de GES à un niveau relativement bas. Tout retard pris dans la réduction des émissions amenuisera sensiblement cette possibilité et accentuera les risques d'aggravation des effets du changement climatique. Pour espérer limiter l'augmentation des températures de +2,0 à +2,4 °C d'ici à 2100 par rapport à l'époque préindustrielle, il faut stabiliser de manière structurelle les émissions de CO₂ à l'horizon 2015, puis les diminuer globalement de -55 à -90% en 2050 par rapport à 1990. Si rien n'est fait, l'augmentation des températures par rapport à l'époque préindustrielle pourrait être de +4,9 à +6,1 °C d'ici à 2100.

Entre 2000 et 2008, l'augmentation moyenne annuelle des émissions globales de CO₂ a été de 3,4%, une croissance supérieure aux scénarios les plus pessimistes. Actuellement les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), soit 18% de la popula-

tion mondiale, sont responsables de 45% des émissions de CO₂ liées à l'utilisation des combustibles fossiles. Et la part cumulée des émissions globales de CO₂ dans le temps de l'Union européenne et des Etats-Unis (12% de la population mondiale) est de 51%! La responsabilité historique de ces pays apparaît d'autant plus grande que la Chine et l'Inde (37% de la population mondiale), "pollueurs" tant décriés, ne sont pour historiquement responsables que de 12% des émissions globales de CO₂. Les contrastes sont encore plus saisissants avec les pays en développement, qui vont pour-

tant souffrir plus que d'autres de ces modifications climatiques, notamment à cause de leur faible faculté d'adaptation à ces changements. Ces derniers réclament donc fort logiquement une "justice climatique". La 15^{ème} conférence des parties (COP 15) de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009 était porteuse d'espoir. On y attendait l'adoption d'un vrai accord mondial sur la lutte contre le changement climatique qui aurait succédé à l'actuel protocole de Kyoto. L'accord idéal aurait comporté des engagements des pays industrialisés pour réduire collectivement leurs émissions de GES de -40% d'ici 2020 par rapport à 1990. Un accord qui aurait formalisé la mobilisation de fonds financiers pour assurer l'aide à l'adaptation des pays les moins développés. Il aurait aussi compris des objectifs volontaires de réduction des émissions de GES pour les pays à économies émergentes (Chine, Inde, Brésil...), un mécanisme financier contre la déforestation et la dégradation des forêts tropicales (Redd+), etc. Au début de la COP 15, il y avait sur la table un texte de négociation de plusieurs centaines de pages qui comprenait toutes les options couvrant la totalité des besoins.

Au final, la COP 15 a accouché d'un simple accord politique qui tient sur trois pages. Accord qui trouve son fondement non pas dans le texte de négoc-

ciation initial, mais dans l'initiative des Etats-Unis et de la Chine. Un texte aussi concentré ne peut contenir que des approximations reposant largement sur la bonne volonté de ses signataires et ne peut pas tenir compte des éléments importants négociés âprement deux années durant. Le risque d'interprétations divergentes et de problèmes techniques est immense. Citons par exemple le fait que l'objectif des +2 °C est présent, mais sans faire référence à la période préindustrielle, qu'aucun objectif de réduction des émissions de GES sur les moyen et long termes n'est présent (ni au niveau mondial, ni au niveau des pays industrialisés), sur l'absence d'objectif pour réduire la déforestation, etc. En l'absence de consensus mondial sur ledit "accord de Copenhague", la COP 15 a "pris note" de ce "faire-part" qui est assorti d'une liste de pays qui le soutiennent. En d'autres termes, cet accord n'a aucune valeur juridique et a fortiori aucun caractère contraignant. Le seul mérite de cette "déclaration politique" est d'avoir forcé, d'une part, les

USA à exprimer clairement la nécessité d'une réduction des émissions de GES et, d'autre part, la reconnaissance explicite par la Chine de la nécessité d'une action mondiale de lutte contre le changement climatique.

La déception de l'après-Copenhague a été à la hauteur des attentes: énorme. Pendant ce temps, les douze années les plus chaudes depuis 1850, date à laquelle ont débuté les relevés instrumentaux de la température à la surface du globe, ont été observées au cours des treize dernières années (1997-2009) et l'année 2010 s'annonce comme la plus chaude jamais enregistrée. Les événements climatiques extrêmes se font de plus en plus intenses et fréquents. Bref, la nature, ou plus exactement sa réponse aux excès de l'humanité, nous rappelle à l'ordre. On ne négocie pas avec la physique de l'atmosphère!

Les pourparlers internationaux ont repris en 2010 avec pour objectif d'intégrer les quelques acquis de l'accord de Copenhague dans le texte initial de négociation. La nouvelle échéance est



Copie destinée à pierre.ozet@gmail.com

ur Cancun?

Copie destinée à pierre.ozzer@gmail.com



Illu Marin STREBELLE

L'année 2010 s'annonce comme la plus chaude jamais enregistrée

fixée à Cancun (COP 16) en décembre 2010. Mais les résultats des tractations préliminaires n'incitent pas à l'optimisme. Les positions des trois grands pôles que sont les pays industrialisés, ceux à économie émergente et les moins développés se cristallisent et chacun attend l'autre pour avancer... Que pouvons-nous espérer de Cancun? L'expression "a balanced set of decisions" est d'usage. Nous devrions avoir des accords sur certains volets importants comme la lutte contre la déforestation, la prise en compte des puits de carbone dans la comptabilité globale des GES ou encore la définition d'un système financier permettant la valorisation des fonds pour l'adaptation. Deux problèmes ma-

jeurs subsisteront: l'absence d'un engagement ferme sur les réductions des émissions de GES et le manque de consensus sur la forme juridique du futur traité mondial (contraignant ou volontaire).

Devant la lenteur du processus multilatéral mondial, comment pouvons-nous nous positionner en tant que citoyens? Tout d'abord, il ne faut pas oublier pourquoi l'on mène ce combat! Les effets négatifs du changement climatique ne cessent de se cumuler, avec une accélération ces dernières années et un coût social et économique croissant pour nos sociétés interdépendantes. Toute mesure d'adaptation prise dès à présent rapporte à terme, avec ou sans incitants gouvernementaux. L'investissement dans l'isolation des bâtiments est un bel exemple: quelle serait votre facture énergétique sans le remplacement de vos vieux vitrages? Il faut toutefois garder à l'œil "l'effet rebond" et veiller, par exemple, à ne pas systématiquement réinvestir la somme ainsi économisée dans des voyages en avion, mais plutôt dans d'autres secteurs de l'économie "durable". Nous avons tous du mobilier "low-cost" qu'il faut remplacer tous les dix ans, mais nous avons également une vieille commode qui est toujours impeccable malgré ses déménagements successifs et qui se transmet de génération en génération. Son coût est peut-être plus élevé, mais vos petits-enfants pourront la transmettre à leur progéniture. Lutter contre le réchauffement climatique, c'est consommer (et donc produire) moins, mieux et autrement: investir dans des choses qui ont du sens, donner de la valeur à des marchandises durables et à ceux qui les produisent. Profitons-en pour faire (re)vivre les artisans et les créateurs, pour soutenir les producteurs locaux de fruits et légumes, pour recréer de l'emploi local. Plus que jamais, c'est la multiplication des actions locales qui pourra influencer sur cette problématique mondiale. Laissons derrière nous cette société "low-cost" et soyons acteurs et créateurs d'un autre monde!

■ Chronique | Vu de Flandre

Où loger l'amitié maroco-flamande?



JOHANNA DE TESSIERES

Jan DE TROYER

Chroniqueur

► "Daarkom", la maison des cultures maroco-flamande à Bruxelles, voit ses subsides diminuer. Son avenir est dès lors menacé.

Bert Anciaux, ex-ministre de la Culture flamand, a poussé un cri d'alarme dans la presse pour sauver "Daarkom", la maison des cultures maroco-flamande. Elle a été créée en mai 2006 grâce à un accord entre la Communauté flamande et le Maroc, avec une enveloppe de départ de 3,25 millions d'euros. Le cofinancement avec le Maroc, qui a attribué un million d'euros, est une des originalités de la démarche. "Daarkom" ("Faites comme chez vous" en arabe) a été l'une des initiatives préférées d'Anciaux.

Mais aujourd'hui, cette maison n'a plus beaucoup de perspectives. Dans le contexte des économies imposées par la Communauté flamande, la nouvelle ministre, Joke Schauvliege, a considérablement réduit les moyens financiers de Daarkom, de 750 000 à 300 000 euros. La subvention de la Communauté flamande ne permettra plus aucune initiative, elle couvre à peine le loyer. Il faut dire que Daarkom occupe des lieux prestigieux, tout près de la place de la Monnaie à Bruxelles. Le magnifique édifice datant de 1912 a abrité le théâtre de la Gaîté. Situé à côté de la rue Neuve, ce symbole de l'amitié flamando-marocaine est idéalement implanté pour attirer le grand public, dans un quartier fréquenté par des milliers de Flamands. A quelques centaines de mètres s'ouvrira, en 2013, Muntpunt, la maison de la communication flamande. Tout près, rue des Princes, un

autre édifice néoclassique abrite la maison flamando-hollandaise "de Bur-en". Les autres voisins de Daarkom sont le Standaard Boekhandel, la plus importante librairie néerlandophone de Bruxelles et le centre flamand pour le troisième âge. L'Ancienne Belgique est à un jet de pierre, le Beursschouwburg également.

On peut toutefois se demander si l'implantation de Daarkom est idéale pour attirer les jeunes d'origine marocaine qui fréquentent probablement, pour leurs sorties, d'autres parties de la ville. Mais si l'idée de s'implanter en plein centre a été d'inciter ces jeunes à quitter leur quartier traditionnel, on peut comprendre le choix du lieu. Malheureusement, le projet s'est heurté à une transformation complexe du bâtiment, nécessitant des autorisations difficiles à obtenir. Certains diront qu'à la Région bruxelloise, on n'a pas apprécié cette nouvelle initiative flamande au cœur de la ville. Le retard pris a empêché Daarkom de vraiment démarrer ses activités. Il est vrai que par cette initiative, la Communauté flamande a voulu renforcer les liens avec la communauté marocaine de plus en plus importante à Bruxelles.

On sait que les Bruxellois d'origine marocaine ont un lien privilégié avec la francophonie. Daarkom veut attirer des jeunes qui fréquentent l'enseignement néerlandophone à Bruxelles et les rapprocher de la Communauté flamande. Si cette dernière veut survivre à Bruxelles, elle a tout intérêt à attirer des gens issus de l'immigration. Des motivations communautaires pourraient donc avoir joué, probablement aussi dans la non-attribution des permis de transformation. Fallait-il pour cette raison compliquer la naissance de ce lieu de rencontre entre communautés?

En offrant un programme culturel, Daarkom se voulait avant tout un lieu de rencontre. Au cabinet de la Culture flamand, on invoque des carences au niveau de la direction de Daarkom. La direction n'a pas présenté son bilan financier permettant un contrôle de l'utilisation des subventions. Plusieurs personnes se sont succédé à la direction de Daarkom. Pour l'instant, elle est dirigée par une personne qu'on dit être sans expérience dans la gestion d'un tel projet, ni dans les contacts avec le Maroc. Bien que la Communauté flamande ait loué l'ancien théâtre de la Gaîté jusqu'en 2021, l'avenir de Daarkom est donc plus qu'incertain.